

LUTTES POUR LA PRODUCTION NATIONALE ET UTILISATION DE CRITERES NOUVEAUX

Paul BOCCARA

Les luttes de la classe ouvrière et de toutes les catégories de travailleurs pour développer la production nationale et l'emploi en quantité et en qualité sont à l'ordre du jour.

Afin d'engager ces luttes de façon efficace avec des résultats tangibles et durables l'utilisation de nouveaux critères de gestion devrait permettre de s'attaquer graduellement, de façon constructive et cohérente aux pratiques profondément enracinées qui ont conduit aux déficits extérieurs records actuels et qui persistent en faisant obstacle à un nouveau type de croissance.

Les nouveaux critères proposés par les économistes communistes devraient permettre à l'intervention des travailleurs de se déployer vraiment, grâce à des instruments de mesure d'efficacité les libérant des prétendues contraintes inéluctables des estimations patronales fondées sur les critères des taux de profit. Il ne s'agit pas de formules magiques ou encore de formules réservées à des calculs de spécialistes. Il s'agit de **guides** (adaptables) pour mesurer l'efficacité de propositions concrètes, particulières dans chaque cas, élaborées avec la participation de tous les travailleurs au niveau de l'entreprise et de concertations interentreprises, régionales, de branches, etc. Il s'agit aussi de stimulants (adaptables) pour imaginer des solutions concrètes en proposant d'autres buts d'efficacité que le profit et l'accumulation monétaires, ceux de la vie et la valorisation des travailleurs.

RECONQUETE DU MARCHE FRANÇAIS, PRODUCTION NATIONALE ET COUTS

Certes, l'idée de reconquête du marché français a fait d'importants progrès et les chiffres croissants d'importations sont parlants. Mieux, des efforts du gouvernement ou du secteur public ont commencé à se manifester dans ce sens. Cependant, les idées et les pratiques anciennes tendent à se maintenir et à s'adapter pour continuer à prédominer sous prétexte de réalisme.

Par exemple, à propos du déficit extérieur grandissant, un journaliste comme Alain Vernholes a affirmé récemment, contre un déplacement du centre d'intérêt de l'exportation par-dessus tout vers la reconquête du marché national, que les raisons de la pénétration massive des produits étrangers sont presque toujours les mêmes que

les raisons de l'insuffisance des exportations : la compétitivité des produits (qualité et prix) et encore plus la qualité des services commerciaux. Mais parler ainsi c'est dissimuler en fait les oppositions profondes entre la politique de priorité à l'exportation et la reconquête du marché national. La politique du tout à l'exportation vise des créneaux étroits de production pour des débouchés immédiats au plan international, en poussant à délaissier des pans entiers de la production nationale, au détriment de la cohérence des filières de production et de la hardiesse des remodelages (par croissance) nécessités par les bouleversements technologiques, au bénéfice des importations grandissantes et des dominations technologiques extérieures. La recherche du taux de profit maximum en monnaie qui est à la base de la politique de la priorité à l'exportation, fait que les exportations tendent à être marquées par le caractère essentiellement financier des opérations, les jeux spéculatifs précaires sur les prix et les marges sur les taux de change, la recherche de contrôle et de domination par les exportations de capitaux (à l'opposé des coopérations d'intérêt mutuel), le soutien à fonds perdus de l'argent public pour les crédits et l'endettement corrélatif croissant du secteur public sur les marchés financiers internationaux. Tout cela s'oppose aux dépenses de développement en France pour la qualification des travailleurs, la recherche fondamentale et appliquée, l'investissement productif audacieux et efficace. Cela facilite les spéculations contre le franc et le déficit de la balance des paiements à partir des importations gonflées provenant des pays industriels, ce qui est utilisé pour réclamer une priorité encore accrue à l'exportation, et ainsi de suite.

Par ailleurs, on ne peut s'engager dans une bataille efficace pour la production nationale, sans chercher à prendre en compte dans chaque entreprise et pour chaque type de production les contraintes des coûts (et de prix) pesant sur les débouchés. Mais ces coûts (et ces prix) devraient être considérés en luttant contre les gâchis des prélèvements capitalistes financiers et commerciaux, contre les carcans et les prélèvements des dominations monopolistes (marchés captifs ou partagés par les cartels, prix de cession, redevances, brevets, etc.), contre les évasions spéculatives et fiscales des profits à l'étranger gonflant ►►

LA BATAILLE DE LA PRODUCTION

les prix des importations et diminuant ceux des exportations. Les coûts devraient aussi être appréciés en tenant compte des gâchis sociaux poussés par les « économies » de salaires en vue de profits. Il s'agit d'abord de considérer les coûts sociaux de la diminution d'emploi (aides aux chômeurs, pertes de cotisations sociales et d'impôts, plus largement perte de valeur ajoutée nationale produite par les salariés supprimés, etc.). Il s'agit ensuite de considérer les coûts des manques à gagner résultant de l'insuffisance criante des dépenses de développement technologique, de formation initiale, permanente et en cours d'emploi des travailleurs et de recherches appliquées à promouvoir un nouveau type de croissance économisant les matériels et valorisant les êtres humains.

L'intervention des travailleurs pourrait se fonder dans les luttes contre ces gâchis de la gestion dominée par les critères capitalistes, sur les possibilités de relations nouvelles techniques et commerciales entre les entreprises françaises, en s'appuyant tout particulièrement sur le secteur public industriel et de crédit étendu, sur les commandes publiques, sur les relations nouvelles possibles entre la production et les politiques d'éducation, de formation et de recherche, au niveau des entreprises, des branches et aussi à celui des régions, plein de potentialités mobilisatrices et de liaisons nouvelles possibles.

PRODUCTION NATIONALE ET PRODUCTIVITE NOUVELLE

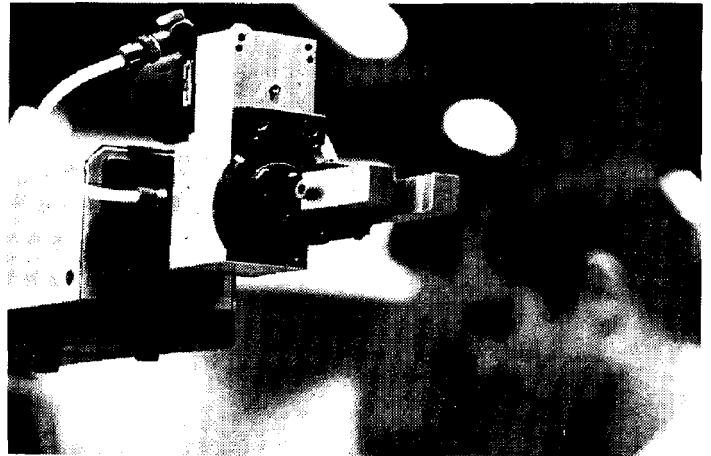
Pour mettre en œuvre ces potentialités, le secteur public industriel et financier ne devrait plus être dominé par la rentabilité monétaire des capitaux, l'économie nationale prise dans son ensemble devrait pouvoir s'affranchir de la dictature du taux de profit capitaliste.

La recherche d'une diminution des coûts pour promouvoir durablement la production nationale peut être guidée par la recherche de l'élévation de la valeur ajoutée produite relativement au capital matériel et financier avancé, VA/C. Au lieu de rechercher la diminution des salaires et des coûts sociaux pour le profit monétaire et l'accumulation de capitaux financiers, on pourra tendre aux économies de capital matériel et financier relativement à la création de richesse additionnelle, ou valeur ajoutée (profit, salaires et prélèvements sociaux), mesurée en prix constants, par l'emploi efficace accru. L'intervention des travailleurs dans les entreprises et leurs concertations planifiées aux différents niveaux (régional, national) et entre les différentes activités (productives et de services) peut aller dans ce sens.

Il est possible d'utiliser dans ce sens les aides du crédit et du financement public et d'autres incitations, en mobilisant les ressources nationales et régionales pour élever la richesse réelle et les conditions de vie des populations et non pour augmenter les profits et les capitaux financiers internationaux dans des types d'activités internationales opposées à la croissance en France de la production et de la productivité de l'emploi, du niveau de vie et des conditions de travail.

Chercher à augmenter la valeur ajoutée disponible pour les travailleurs et la société (salaires, prélèvements sociaux et publics), c'est aussi tendre à augmenter la consommation intérieure non parasitaire et spéculative, pour les hommes favorisant de nouveau sur cette base les débouchés intérieurs y compris pour les équipements nouveaux (même si, plus efficaces, ils devraient croître bien moins que la croissance de production qu'ils permettent) pour la production nationale.

Il convient de souligner que les nouveaux critères pourraient contribuer à juger les différents projets concrets, établis par tous les travailleurs concernés à partir des conditions particulières de chaque cas, en permettant de mesurer notamment une augmentation d'un type nouveau de la productivité du travail total, rendu nécessaire et possible par la révolution technologique en cours et les exigences morales d'une nouvelle civilisation. Tout d'abord, les critères permettent de lutter contre le gâchis du travail passé ou mort accumulé en moyens de production, ou en



core en produits spéculatifs thésaurisés. Mais aussi, loin de susciter le gâchis d'emploi ou de travail vivant en favorisant l'emploi, ils tendent à augmenter la contribution à la productivité totale du travail vivant. Peuvent agir dans ce sens non seulement la promotion massive des qualifications (en particulier pour les jeunes et les femmes) et celle de la recherche, mais encore l'objectif de moindre coût et prix des moyens de production fixes et circulants, et du moindre coût pour tous les produits permettant de réaliser plus de valeur ajoutée par des ventes accrues. Peut agir encore dans ce sens le but d'augmentation de la valeur ajoutée disponible. Plus précisément, la recherche de la **valeur ajoutée disponible** (directement pour le travail ou indirectement pour la société) **supplémentaire** par rapport à la valeur ajoutée disponible définie par les normes existantes de salaire horaire et par tête et de prélèvement social pousse à une production accrue par rapport au travail vivant dépensé (y compris par les réductions du temps de travail) mais non plus pour augmenter le profit et l'exploitation (1). En outre, les mesures de

(1) Ce sont ces processus que ne voit pas la réplique intéressante à mon article du Monde du 2 juin « Gérer autrement, pour quoi ? » réplique parue dans le même journal du 12 août. Elle semble ignorer le développement de VA/C en VA disponible, nécessaire et supplémentaire.

VA/C et aussi de la VA disponible pour la population concernée, aux plans des branches et des régions, fourniraient une base pour lutter contre les prélèvements favorisant une entreprise au détriment d'un ensemble, ou tel ensemble au détriment des autres.

REDUCTION DES IMPORTATIONS ET NOUVEAUX CRITERES

Les nouveaux critères proposés pour l'intervention des travailleurs afin de stimuler et de mesurer l'efficacité sociale de programmes nouveaux de production pourraient contribuer aussi directement à la lutte contre les excès des importations.

Il s'agit, tout d'abord, des luttes visant à augmenter la valeur ajoutée produite et l'emploi en substituant des productions nationales à des importations. Elles pourraient considérer, ce faisant, des critères de productivité et de prix (avec des mesures d'objectifs de VA/C, de VA disponible, de VA supplémentaire, etc.) tout en étant aidées par le crédit, les programmes de formation, de recherche et les autres.

Mais ces luttes peuvent être menées de façon complémentaire et même concertée avec celles qui seraient développées dans les entreprises importatrices, achetant les produits visés, et cherchant à augmenter VA/C et VA disponible. En effet, augmenter la **valeur ajoutée** produite, c'est augmenter la production vendue ou vendable, moins les consommations intermédiaires : achats de matériaux, produits et services extérieurs à l'entreprise. Les critères poussent donc à économiser les consommations intermédiaires dans l'entreprise mais aussi au niveau régional, de branche, ou national, par des mesures de VA/C et de VA disponible (nécessaire et supplémentaire) à ces niveaux et des concertations des interventions. Ils poussent donc à économiser les **importations** des consommations intermédiaires (les consommations intermédiaires produites régionalement ou nationalement accroissant la valeur ajoutée nationale ou régionale).

On peut considérer de façon analogue les importations d'équipements fixes. D'une part, au niveau régional ou national, la production d'équipement sur place tend à augmenter la VA produite pour un même équipement avancé de toutes façons, dont VA/C, la VA disponible et éventuellement la VA disponible supplémentaire. D'autre part, des types d'équipements nouveaux, économes par rapport à la production de valeur ajoutée qu'ils permettent et favorisant la VA disponible (recherche et qualification) peuvent être promus par des coopérations interentreprises, en étant produits systématiquement en France. Cela peut être le cas, semble-t-il par exemple, des ateliers et cellules flexibles produits par le groupe Renault utilisables dans les industries mécaniques. En outre, les entreprises équipées de cette façon nouvelle peuvent améliorer sensiblement le rapport qualité/coût, favorisant la substitution efficace à des importations (comme c'est le cas pour les boîtes de vitesses produites par l'atelier flexible de R.V.I.).

Il convient de souligner que précisément les

importations de consommations intermédiaires et d'équipement pèsent très fortement dans les importations excessives qu'il est possible de remplacer par des productions nationales dans l'industrie et aussi dans l'agriculture (voir le soja américain) ainsi que dans les rigidités tenant aux dominations financières et commerciales plus encore qu'aux prix et surtout qu'aux possibilités techniques françaises (2). Elles ont pesé tout particulièrement sur les éléments de récupération de l'effort de relance français par les exportateurs capitalistes des autres pays, alimentant le déficit récent (3).

Le crédit peut contribuer à favoriser les projets efficaces allant dans ces directions, permettant non seulement des remplacements d'importations, mais des remplacements à plus ou moins longue échéance avantageux du point de vue, qualité et prix, productivité totale et coûts sociaux. Au contraire, la recherche de la rentabilité financière privée suscite des gâchis éventuels de crédits par la politique nationale nocive du tout à l'exportation. La recherche du taux de profit pousse aussi aux exportations de capitaux. Les profits tirés des exportations de capitaux, à supposer qu'ils soient entièrement rapatriés en France (ce qui est loin d'être toujours le cas) sont très inférieurs à toute la valeur ajoutée (profits + salaires + prélèvements) produite grâce à des capitaux utilisés en France et à un accroissement de l'emploi national. Ce qui ne supprime pas le besoin d'élever l'efficacité de la production nationale de valeur ajoutée en utilisant notamment le critère de VA/C et la VA disponible supplémentaire.

EXPORTATIONS ET NOUVELLE COOPERATION INTERNATIONALE

L'utilisation des nouveaux critères permettrait de lutter aussi contre les gâchis de la politique d'exportation à tout prix, qui s'oppose à des solutions progressives véritables des équilibres commerciaux et financiers extérieurs. Ainsi cette intervention des travailleurs pourrait favoriser des types d'exportations compatibles avec les programmes concertés de la lutte contre les excès d'importations de marchandises et les excès d'exportations de capitaux. On pourrait considérer de mesurer des importations obligées par telle ou telle exportation, en liaison avec l'importance de la valeur ajoutée nationale liée aux exportations. On pourrait aussi rechercher un rééquilibrage progressif en croissance de nos balances import-export avec différents pays ou groupes de pays. L'intervention nouvelle dans la gestion pour- ►

(2) Le taux de pénétration des biens d'équipements professionnels étrangers sur le marché français est de 53,6 % du marché en 1981, contre 44 % en 1978, 47 % en 1979 et 52,8 % en 1980. Pour l'ensemble des produits industriels il est de 37,8 % : pour les biens intermédiaires de 34,4 %, pour les biens de consommation de 27,5 % (rapport sur les Comptes de la Nation de 1981).

(3) Déjà en 1980 le contenu direct et indirect en importations de la demande aurait été de 22 % de la consommation des ménages, de 22 % de la production pour l'exportation, de 31 % de la formation brute de capital fixe des entreprises (Comptes de l'industrie).

LA BATAILLE DE LA PRODUCTION

rait susciter une nouvelle coopération dans l'intérêt du développement mutuel des peuples.

Les exportations dominant actuellement recherchent avant tout la rentabilité des capitaux. Elles tendent souvent à favoriser des dominations techniques, financières, commerciales et certains prélèvements de profits sur la production des pays où l'on exporte, comme des pays en voie de développement ou, en tous cas, des pays moins développés que la France. Avec les pays développés les tendances aux dominations peuvent s'opposer, de part et d'autre avec des effets globaux variables. Mais, les dominations et prélèvements contrecarrent les possibilités de progrès de la productivité et de la demande des dominés. C'est donc néfaste du moins par rapport à une autre croissance possible de l'emploi et du niveau de vie des peuples concernés. C'est donc aussi néfaste pour la croissance de l'emploi en France en freinant la croissance stable de la demande extérieure des pays dominés, en leur imposant au contraire des à-coups dépressifs (4). Cela s'oppose aussi aux possibilités de progres-



sion du niveau de vie des travailleurs en France par la pression sur la croissance de la productivité et donc sur les coûts réels des importations, qui manifestent leurs effets par à-coups, malgré les pressions des acheteurs capitalistes sur les prix.

Une coopération dans le cadre d'accords à long terme, notamment entre secteurs publics et plus largement entre planifications nationales, pourrait au contraire rechercher la croissance d'échanges matériels et culturels favorisant l'élévation de la valeur ajoutée disponible pour les peuples, au bénéfice de l'emploi et de la productivité fondée sur le développement des travailleurs, des deux côtés. Soulignons par ailleurs que les pays dits en voie de développement et dominés par les prélèvements impérialistes ont besoin plus que tous les autres — bien sûr avec des modalités particulières — de techniques de production et de procédures de financement économisant les capitaux matériels et financiers, et de critères favorisant l'emploi et la formation systématique de larges masses de travailleurs. Ajoutons que les exportations « d'ingénierie » font précisément l'objet de pressions nouvelles de la part des Etats-Unis, tandis que les grands contrats fran-

çais avec des pays en voie de développement ont connu une progression importante en 1981-82 en partie en liaison avec une progression nouvelle de la coopération scientifique et industrielle, comme dans le cas du récent contrat sur les centraux téléphoniques avec l'Inde.

Un rééquilibrage progressif des échanges par la croissance nouvelle des pays dominés pourrait être incité par l'exigence de crédits nouveaux de fonds internationaux, en s'appuyant sur l'O.N.U., à l'opposé des politiques d'aides et d'austérité actuelles du F.M.I., renforçant les dominations existantes au bénéfice des grands monopoles multinationaux et du dollar.

Cependant, les mêmes principes et critères de coopération pour le développement mutuel des peuples peuvent aussi jouer, avec d'autres modalités appropriées, pour les relations de la France avec les pays capitalistes développés ou avec telle ou telle de leur branche industrielle qui tendent à nous dominer, tout particulièrement en Europe occidentale et avec la R.F.A. notamment ou encore avec les Pays-Bas. Ce serait de l'intérêt des travailleurs, souffrant du chômage grandissant dans tous les pays capitalistes de lutter ainsi contre des dominations financières, techniques et commerciales déprimant les demandes des partenaires sur le dos de tous les peuples enfoncés dans le chômage. Des incitations à des rééquilibrages favorisant l'emploi, notamment par des co-productions (dans une certaine mesure comme dans le cas de l'Airbus, dont la coopération serait bientôt étendue à une société publique canadienne) pourraient intervenir non seulement au niveau national mais au plan de la C.E.E.

L'utilisation de nouveaux critères pourrait également contribuer à faire progresser de façon rigoureuse et équilibrée la coopération d'intérêt mutuel avec les pays socialistes, à l'opposé, comme dans le cas récent de la construction du gazoduc soviétique, des pressions des Etats-Unis.

Toutes ces nouvelles relations pourraient contribuer enfin à une relance efficace des recherches et des applications technologiques valorisant les travailleurs, dans des coopérations internationales nouvelles, à l'opposé de la dépendance grandissante de la France et de beaucoup de pays vis-à-vis des brevets des sociétés multinationales de quelques pays et surtout des brevets des sociétés des Etats-Unis, ces mêmes sociétés (5) qui s'efforcent de piller les peuples de toute la planète.

P. B.

(4) En 1981, la production réelle globale des pays en voie de développement non pétroliers n'a augmenté que de 2,5 % le taux annuel le plus bas enregistré depuis plusieurs dizaines d'années et leur endettement atteint des niveaux intolérables. Le produit national brut des pays pétroliers aurait connu une réduction de 4,5 % (rapport du F.M.I. pour 1982). Un pays pétrolier comme le Mexique vient d'être obligé d'interdire l'importation des automobiles.

(5) Le déficit français de la balance de brevets et redevances aurait atteint 2,6 Milliards de F. en 1981 à l'opposé d'un solde bénéficiaire des Etats-Unis vis-à-vis de tous les pays de plus de 5 milliards. Globalement la technologie existante aux Etats-Unis représenterait 60 % de nos achats de brevets et licences. En 1981, 75 % des brevets déposés en France provenaient d'autres pays. Sur les 100 premiers déposants on compte 30 sociétés américaines, 16 allemandes, 12 japonaises, 24 françaises mais dont plusieurs filiales de groupes américains.